



Westminster & City News

NUMÉRO 1

Du 1^{er} au 10 janvier 2019

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Les PMI indiquent un ralentissement des performances économiques au T4 – L'indice de confiance des acheteurs IHS Markit indique que la croissance trimestrielle devrait se situer autour de 0,1 % au T4 (après 0,5 % au T3), soit en-dessous de la prévision du Comité de politique monétaire à 0,3 %. Ce ralentissement reflète essentiellement le poids des incertitudes associées au Brexit. En décembre, le PMI des services n'est qu'à 51,2 après 50,4 en novembre, soit les deux chiffres les plus faibles depuis août 2016. Toutefois, le PMI manufacturier a augmenté significativement en décembre, passant de 53,6 et 54,2, mais cette bonne performance reflète surtout un gain temporaire associé à la création de stocks des ménages et entreprises qui cherchent à se prémunir des perturbations des chaînes d'approvisionnement qu'occasionnerait une sortie de l'UE sans accord. Le PMI de la construction a chuté à 52,8 (après 53,4).

La productivité est au plus bas et les investissements ralentissent – La croissance de la [productivité](#) horaire a atteint son taux le plus faible sur deux ans à 0,2 % en glissement annuel au T3 2018. En dépit des bonnes performances de croissance trimestrielle du PIB (+0,5 %) sur la période, la forte augmentation du nombre d'heures travaillées a tiré la productivité vers le bas. Une des principales explications de ce ralentissement depuis la crise de 2008 est la baisse des investissements. Ainsi, les derniers chiffres décevants sur l'investissement des entreprises (contraction sur trois trimestres consécutifs), qui reflètent la croissance des incertitudes à l'approche du Brexit, ne semblent pas compatibles avec un rebond de la productivité dans un futur proche. Aussi, le nombre d'ouvertures de programme d'investissement à avantages fiscaux (*Enterprise Investment Scheme*) dans les petites entreprises non cotées s'est contracté de 17 % en 2018. Cette baisse est surtout la conséquence d'un changement réglementaire des EIS en 2017 qui limite les avantages associés aux investissements les moins risqués.

Les ventes au détail déçoivent en décembre, affectées par une confiance des ménages au plus bas – La croissance des ventes au détail pour produits identiques (*like for like*) s'est contractée de -0,7 % en décembre en glissement annuel (contre un consensus de prévision à -0,3 %). Les ventes totales ont stagné (+0 %) après une hausse de 1,4 % un an auparavant. Il s'agit du dynamisme le plus faible enregistré par le [British Retail Consortium](#) sur une fin d'année depuis décembre 2008 malgré des promotions relativement plus importantes sur les produits. Si la baisse de l'inflation et le dynamisme des salaires devraient renforcer le revenu réel des ménages, le ralentissement de la consommation semble indiquer que les inquiétudes des ménages vis-à-vis du Brexit orientent leurs comportements vers l'épargne.

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

La balance courante est passée de -3,9 % au T2 2018 à -5,2 % T3 2018 – Selon [l'ONS](#), le déficit courant du RU s'est creusé pour le troisième trimestre consécutif, à -26,5 Md£, soit son niveau le plus élevé depuis le T3 2016. Cette variation résulte d'une dégradation des balances commerciale (-1,7 Md£), des revenus (-3,6 Md£) et des transferts courants (-1,1 Md£). Durant cette période, le déficit courant n'a pas été financé par les investissements étrangers au RU, qui se sont établis à -34,1 Md£ après -10,4 Md£ le trimestre précédent, mais par la cession d'actifs

à l'étranger par des agents britanniques. La diminution des revenus des investissements britanniques à l'étranger pourrait se prolonger au T4 2018, en raison de la baisse du cours du pétrole et de la forte concentration du stock d'IDE britanniques dans ce secteur. L'impact de la dépréciation de la livre reste faible, bien que la monnaie britannique ait perdu en moyenne 13 % de sa valeur face à l'euro et dollars US depuis mai 2016.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

La FCA lance une consultation sur le régime des contrats de services financiers post-Brexit – Parallèlement au régime d'autorisation temporaire dont pourront bénéficier les institutions financières qui souhaitent poursuivre leurs activités au RU, la FCA va mettre en place un [régime](#) applicable aux contrats de services financiers (*Financial services contracts regime – FSCR*) permettant aux banques, compagnies d'assurance et établissements de paiement ou de monnaie électronique de l'EEE de continuer de remplir leurs obligations contractuelles, même si elles ne sont pas couvertes par le régime d'autorisation temporaire (soit parce que ces institutions ne souhaitent pas y souscrire soit parce qu'elles ont omis de le faire). Sous réserve d'un agrément valide dans leur pays d'origine, ces institutions pourront bénéficier du FSCR pendant quinze ans maximum pour les contrats d'assurance et cinq ans pour tous les autres contrats. Elles pourront transférer des biens, des droits ou des obligations en vertu d'un contrat préexistant, mais ne pourront plus accepter de nouveaux contrats après le 29 mars. Cette [consultation](#) se termine le 29 janvier.

Le transfert d'actifs de la City vers l'UE s'élèverait à 800 Md £ depuis le référendum sur le Brexit – Dans sa dernière revue trimestrielle sur le Brexit, EY estime que plus d'un tiers des grandes sociétés financières britanniques (36%) ont confirmé leur intention de transférer certaines de leurs opérations ou de leur personnel en Europe continentale, contre 31% il y a un an. 7 000 fonctions devraient être délocalisées, un chiffre revu à la baisse par rapport aux 10 000 de la dernière enquête. Dans la perspective du retrait du RU de l'UE, environ 2 000 nouveaux emplois devraient être créés dans des centres financiers tels que Francfort, Paris et Dublin. La revue d'EY se fonde sur les déclarations publiques de 220 sociétés britanniques, banques d'investissement, assureurs et gestionnaires de fonds. EY rapporte ces 800 Md £ au total des actifs du secteur bancaire au RU qui est estimé à 8 000 Md £. Pour EY, dans l'état actuel des choses, les services financiers n'ont d'autre choix que se préparer à l'absence d'accord.

MARCHÉS FINANCIERS

La FCA autorise une nouvelle bourse de l'immobilier – L'*International Property Securities Exchange* (IPSX) sera un nouveau marché réglementé dédié aux sociétés de négoce détenant des actifs immobiliers. IPSX Group a déclaré que les premiers appels publics à l'épargne sont attendus dès la fin du premier trimestre 2019. Selon le fondateur du groupe IPSX, tout type d'investisseur pourra accéder aux rendements de l'immobilier institutionnel en achetant et en vendant des actions d'émetteurs via IPSX. Les principaux actionnaires sont le groupe immobilier coté en bourse British Land, la société de capital-investissement Henley, et l'investisseur immobilier M7.

FINTECH

RBS accroît ses investissements dans la banque numérique – Dans le cadre du lancement de sa nouvelle banque numérique Bó, RBS a décidé de s'associer les services de la start-up Loot, spécialisée dans la technologie financière à destination des étudiants. RBS aura une participation de 25% dans Loot (fruit d'un investissement de 2M £ s'ajoutant à un précédent investissement de 3M £ en 2018). Loot propose un compte courant et une carte de débit prépayée, incluant des mécanismes de contrôles et de vérification des dépenses. Bó, qui fait actuellement l'objet de tests internes, devrait passer en expérimentation publique au cours du premier semestre 2019. RBS a lancé plusieurs initiatives numériques pour conserver sa position face à la concurrence croissante de nouveaux entrants tels que Monzo ou Revolut dont la clientèle étudiante constitue la majorité des utilisateurs. Bó deviendra la 3^e offre numérique de RBS après le lancement de Mettle pour les petites entreprises et la société de prêt en ligne Esme.

Les fonds d'investissement offrent de nouvelles candidatures pour leur accélérateur fintech – Depuis le lancement en octobre 2018 du programme [Velocity](#), « accélérateur » Fintech dans le domaine de la gestion d'actifs, l'*Investment Association* (IA) a recruté plus de 70 Fintech opérant dans les domaines de l'intelligence artificielle, du *big data*, des infrastructures de *cloud* et de *blockchain*. La nouvelle cohorte qui arrivera en mai participera à un programme de six mois, donnant accès à de nouveaux clients ainsi qu'à l'expertise de l'IA et de ses 200 membres.

Les candidats bénéficieront d'un espace de travail collaboratif et du mentorat d'un groupe consultatif composé de 24 personnes. L'objectif du programme Velocity est de permettre que l'industrie des gestionnaires de fonds demeure compétitive au niveau mondial, tant pour les épargnants que pour les investisseurs.

AUDIT ET CONSEIL

Les CFO du FTSE 100 s'opposent à la mise en place d'audits conjoints proposée par le régulateur – L'organe de représentation des directeurs financiers du FTSE 100 a [critiqué](#) la possible mise en œuvre au RU d'un système d'audits conjoints contraignant pour les audits du FTSE 350. Cette mesure de la *Competition and Markets Authority*, qui obligerait les cabinets d'audit du *Big 4* à auditer les groupes du FTSE 350 conjointement avec un cabinet de taille intermédiaire au minimum, ne ferait, selon le *100 Group*, qu'ajouter de la complexité dans la conduite des audits sans réussir à résoudre le manque de concurrence du marché. Les membres du *100 Group*, qui ont par ailleurs fait part de leur inquiétude quant à l'augmentation des tarifs induite par la mise en œuvre d'une telle réforme, devraient adresser une réponse formelle à l'Autorité de la concurrence britannique avant le 21 janvier.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Robin Fournier, Laura Guenancia et Louis Martin.

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 10 janvier 2019

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance sur 12 mois (T3 2018)	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,9%
PIB par habitant		0,8%	1,2%
Inflation (IPC)		2,5%	1,5%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	1,3%	2,8%
	Consommation	1,8%	2,7%
	Dépenses publiques	0,1%	0,6%
	Exportations (B&S)	0,9%	3,5%
	Importations (B&S)	0,6%	3,7%
Approche par la production	Secteur manufacturier	2,2%	1,0%
	Secteur de la construction	1,4%	4,8%
	Secteur des services	1,6%	2,2%
Parmi les services	Finance et assurances	-1,4%	0,3%
	Ventes au détail	2,2%	3,4%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2018	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,1%	4,7%
Taux d'emploi		75,5%	74,7%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,2	32,1
Productivité horaire**	Croissance sur 12 mois	1,0%	0,8%
Salaires nominaux	Croissance sur 12 mois	2,6%	2,4%
Salaires réels	Croissance sur 12 mois	0,2%	1,0%
Revenu disponible par habitant	Croissance sur 12 mois	1,4%	1,0%
Taux d'épargne des ménages		3,8%	5,8%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2018 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,4%	-2,8%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	84,2%	84,2%
Investissement public net	-1,9%	-1,9%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2018 (% du PIB sur 12 mois)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,8%	-4,5%
Balance des B&S		-1,2%	-1,4%
Balance des biens		-6,5%	-6,5%
Balance des services		5,3%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,12	1,21
	GBP/USD	1,30	1,37

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité horaire ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois. De ce fait, elles peuvent parfois différer des données évoquées dans les brèves si la période étudiée n'est pas la même.